Nouveaux pauvres américains

25/08/2010 à 6h14

Et si on oubliait Wall Street et ses riches, pour parler des "nouveaux pauvres" ? Aux Etats-Unis, les médias, formules chocs à l'appui ("L'Amérique de l'ombre", "Nos transparents voisins"…), se préoccupent de plus en plus de l'émergence d'une vaste pauvreté.

> ***Une récente étude du Centre du marché du travail de Northeastern University, constate que le décile inférieur de la population active, où le revenu familial n'excède pas les 12 500 dollars annuels, a connu au dernier trimestre 2009 un taux de chômage de 30,8 % – supérieur de 5 points au taux constaté au pic de la Grande Dépression, dans les années 1930. Le décile précédent, situé entre 12 500 et 20 000 dollars par an, enregistre un chômage de 19,1 %.***

Ces chiffres sont de deux à trois fois supérieurs à la moyenne nationale. Ces 20 % de la population active étant également les plus concernés par le travail à temps partiel non volontaire, c'est une personne active sur deux qui est affectée par le sous-emploi. Pour mémoire, ces données ne comptent pas les millions d'indigents qui ont renoncé depuis longtemps à chercher un travail.

L'Amérique a évité une dépression, et les mesures de soutien à l'économie adoptées par l'administration Obama y ont contribué, écrivent les rapporteurs du Centre du marché du travail, mais *"une véritable dépression de l'emploi touche ceux qui se situent au bas de la répartition des revenus, et une profonde récession prévaut dans les catégories situées au milieu de l'échelle"*. Ce sont ces catégories-là, et non les plus pauvres, auxquelles l'administration entend consacrer le gros de son soutien. C'est parmi elles que l'on retrouve ceux qui font appel à une aide sociale pour la première fois : les

tickets d’alimentation, par exemple, dont la distribution croît rapidement ; ou encore l’aide au chauffage, demandée par 5,7 millions de foyers américains il y a deux ans, et par 8,8 millions cet hiver – une hausse de 54 %.

Les nouveaux pauvres sont d’abord ceux qui basculent dans le chômage de longue durée. Statistiquement, la catégorie inclut ceux qui n’ont pas retrouvé d’emploi après six mois de recherche. Diverses mesures adoptées depuis un an ont permis de rallonger cette période de douze semaines supplémentaires.

Quand ils perdent leur travail, la quasi-totalité des salariés perdent également très vite leur assurance-maladie… quand ils en détenaient une (ce qui était le cas de ceux dont l’emploi n’était pas précaire). Leurs indemnités de chômage, elles, se situent d’un Etat à l’autre entre 1 400 et 2 600 dollars maximum par mois, quel qu’ait été leur précédent salaire. Après six à neuf mois, ils en sont donc également privés. Aucune prise en charge de la “longue durée” n’existe.

Début 2007, ils n’étaient que 1,7 million dans ce cas. Ils sont désormais 6,3 millions. C’est déjà le nombre le plus important depuis que le calcul de cette catégorie de chômeurs a été instauré, il y a soixante-deux ans. Et d’ici à avril, 2,7 millions de personnes supplémentaires devraient s’y retrouver plongées si rien n’est fait – essentiellement des salariés âgés ou au contraire très jeunes. Les femmes, les strates les moins éduquées et, plus que toute autre catégorie, les Noirs, sont les plus touchés.

Le total atteindrait alors 9 millions. Neuf millions d’ex-salariés dénués de tout revenu, ce sont 20 à 25 millions de “nouveaux pauvres” potentiels en perspective – des gens qui appartenaient aux “classes moyennes” et se retrouvent brutalement plongés sous le seuil de pauvreté, qui se situe actuellement aux Etats-Unis, pour un foyer de 4 membres, à 22 050 dollars (16 280 euros, soit 1 356 euros par mois).

“Perdre toute protection sociale, c’est entrer dans un sous-monde”, explique au New York Times Randy Albeda, économiste à l’université du Massachusetts. Le niveau de la protection est déjà intrinsèquement faible aux Etats-Unis. Depuis la fin des années 1970, nombre de programmes nationaux ont été déférés aux Etats ou annulés. Et selon une récente étude du Center for American Progress, de 1979 à aujourd’hui, le revenu des couches les plus pauvres (17 % de la population), ajusté à l’inflation, a régressé de 28,9 %.

Avec la crise budgétaire que connaissent les Etats américains, la plupart procèdent à des coupes claires dans leurs financements sociaux, ajoutant aux difficultés auxquelles se confrontent les nouveaux pauvres. Dans de nombreux Etats, le niveau de revenu permettant de bénéficier de l’aide alimentaire, sanitaire ou scolaire pour les enfants a été drastiquement abaissé, excluant nombre de ceux qui y avaient précédemment droit… et souvent ces nouveaux pauvres qui auraient pu y prétendre.

De l’intérieur de la Californie au nord de l’Ohio, les prêteurs sur gages font florès : les anciens-salariés-nouveaux-pauvres, ayant épuisé leurs économies, se voient refuser tout emprunt par les organismes de crédit. Or quand elles s’adressent au prêteur sur gages, dont les taux frisent souvent l’usure (ou le franchissent allègrement), ces familles sont déjà lourdement endettées à cause de leurs multiples cartes de crédit à la consommation. Ainsi va cette “Amérique de l’ombre” qui enfle à vue d’oeil.

Le Monde